

Soros a mis 970000 dollars sur la table pour empêcher l'élection de Marine Le Pen et nous islamiser [MAJ]

écrit par Christine Tasin | 21 août 2016



Suite au [piratage](#) des dossiers secrets de l'américain Soros, les documents qui sortent peu à peu sont accablants. Pour Soros mais plus sûrement pour ceux qu'il paye en France pour imposer sa vision du monde et de la France.

Voici un document en anglais (**traduction exclusive RR, mille mercis à Denis**) qui vaut son pesant d'or, il faut impérativement le faire circuler, l'imprimer et le distribuer... C'est le texte qui fait [référence](#) à Amnesty International, à la LDH, CCIF, la fondation [Anna Lindh](#) etc... et précise clairement les buts de Soros. **Corruption et ingérence dans le domaine politique pour empêcher que les Français n'élisent Marine Le Pen, avec la complicité de l'UE, de l'OTAN et de la plupart des associations droidelhomnistes**. Tout en nous empêchant de lutter contre le terrorisme au nom de la préservation des droits des musulmans. Ça c'est la cerise sur le gâteau.

Ou comment bafouer la souveraineté populaire et renvoyer le

peuple à son statut de sans-dents, sans pouvoir, juste bon à travailler, consommer et dire béni-oui-oui à nos prétendues élites, politiques et associatives qui nous vendent du prêt à penser venu d'ailleurs.

En téléchargement ici :

<http://dcleaks.com/wp-content/uploads/2016/soros/reserves/rf215-france.docx>

En réaction à la préoccupante remise en cause des droits fondamentaux en France, suite aux initiatives abusives prises concernant les mesures anti-terroristes.

Mise de fonds requise de 970 000 dollars US.

Résumé de la proposition :

[NdT : traduction intégrale de la section Résumé]

Depuis les attaques à Paris en novembre 2015, le gouvernement français a décrété un état d'urgence qui accroît les pouvoirs de la police et des autorités administratives. Le gouvernement instaure de nouvelles législations qui mettent en péril les droits fondamentaux ainsi que les libertés. Ces nouveaux pouvoirs sont appliqués de manière abusive, discriminatoire et arbitraire tout particulièrement contre les musulmans (ou ceux qui sont perçus comme tels). **Nos actions ont pour objet de donner les moyens à la société civile de lutter et de se mobiliser contre les mesures [gouvernementales], de manière efficace, y compris la création de liens entre les associations s'occupant des droits de l'homme,** et des nouveaux outils comme des cyberactivistes ainsi que les nouveaux acteurs de la société civile quant aux droits et libertés.

[NdT : Extraits des autres sections]

▪ **Dans la section « Besoins nouveaux »**

▪ On peut y lire « Ces pouvoirs [l'état d'urgence] sont appliqués de manière arbitraire ... ciblant particulièrement les musulmans ... sans preuve qu'ils soient impliqués (ou présumés comme musulmans [NdT : délit de faciès])».

[NdT : Le texte est orienté : par exemple on peut lire ceci « Il y a une opposition

considérable contre ces mesures, notamment celles concernant la déchéance de la nationalité » en omettant de préciser que cette mesure ne concernait que les terroristes avérés bi-nationaux].

▪ **Dans la section « Actions proposées » :**

▪ «Des fonds seront donnés aux organisations qui sont déjà actives contre les mesures d'urgences [prises par le gouvernement], de façon à augmenter considérablement leur capacités de lutte ».

▪ **A) Surveillance des abus**

▪ « Les fonds permettront de **diffuser de l'information** approfondie sur tous les abus (arrestations dans les maisons, violences policières, discriminations dont sont victimes les musulmans) ...»

▪ **B) Stratégie concernant les contentieux**

▪ « Des ONG ont initié des litiges contre l'état d'urgence et contre les nouvelles lois et leur application ».

▪ « **Nous allons allouer des fonds pour les avocats de façon à les aider dans les contentieux ... »**

▪ « **Nous allons faire des campagnes de manière à ce que le public prenne conscience** [de ce que nous faisons] contre ces mesures [gouvernementales] ».

▪ **C) Faire pression sur l'État via le public**

▪ « Des ressources devront être mobilisées pour **faire pression sur les décideurs** aussi bien au niveau national que local [Ndt : corruption ?!?!]».

▪ **D) Peser sur les décisions politiques au niveau national et au niveau de l'UE**

▪ « Au niveau national via les avocats, et **au niveau de l'UE via la législation** concernant les lois anti-terroristes et les **réunions UE/OTAN** ».

▪ « L'agenda d'application s'étendant de mars 2016 à décembre 2017 » **de façon à ce que les partenaires puissent se préparer pour l'enjeu politique d'avril et mai 2017** [Ndt : interférence dans nos élections présidentielle et parlementaire] ».

Dans la section « Partenaires et bénéficiaires »

- Liste des associations et ONG bénéficiaires
 - [Amnesty International France](#)
 - Syndicat des avocats [NdT : sans plus de précision dans le texte]
 - Ligue des droits de l'homme [LDH](#)
 - [La Quadrature du net](#)
 - Vox Public [NdT : association introuvable sous cette dénomination], ONG fondée par Jean-Marie Fardeau, ex directeur de [Human Rigts Watch](#) [NdT : actuel directeur de la LDH]
 - Counterpoint France [NdT : association introuvable sous cette dénomination]
 - [CCIF](#)
 - [Powerfoule](#)

Dans les sections suivantes est donnée la liste des associations et organisations françaises participantes et bénéficiaires des fonds et la distribution des tâches des donateurs d'ordre que sont ceux qui pourvoient les fonds ...

Traduit et résumé de l'anglais pour RR par Denis.

Complément de Jean-Paul Saint-Marc

Bien que nul en anglais, j'ai tenté une traduction complète.

Sur les assos (liens probables) :

Syndicat des avocats
: https://fr.wikipedia.org/wiki/Syndicat_des_avocats_de_France

La Quadrature du net :

https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Quadrature_du_Net

Vox Public/Jean-Marie Fardeau (un beau pédigrée)

https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Marie_Fardeau

Counterpoint (probablement/les orientations collent) :

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Contrepoints>

PowerFoule (voir de ce côté, très lié aux écolos...) :

<http://www.onfaitcommeonadit.com/2014/11/22/lancement-de-power>

[foule-avec-une-campagne-anti-corruption/](#)